

LA SITUATION EN FRANCE

La résolution que nous publions ci-dessous émane de la C. E. de notre fraction et doit encore être examinée par les groupes de la fraction. Elle ne deviendra un document officiel qu'après approbation de la part de ceux-ci. Ce document ne peut avoir qu'un seul but : contribuer à la discussion au sein des groupements issus de la crise du mouvement communiste. Mais même si la portée de ce document était toute autre et suffisait aux besoins de la lutte du prolétariat français, il ne représenterait pas une condition pour construire l'organisme capable de fonder le parti de demain du prolétariat français, la fraction préparant les cadres pour le nouveau parti. Nous restons inébranlablement attachés à notre position sur la nécessité pour les différents prolétariats de faire surgir de leur sein, et de l'ambiance sociale où se déroulent les luttes de classes, un courant capable de s'unifier avec les courants parallèles provenant des autres pays, afin d'aboutir sur la voie qui conduit le prolétariat mondial à se forger les partis, chaînons indispensables pour la construction de l'Internationale. Le but que nous nous assignons est d'apporter notre modeste contribution à un travail qui ne peut provenir de notre fraction exclusivement ou de la propagation de ses positions concernant le mouvement ouvrier français, mais qui ne peut résulter que de l'effort accompli par ces groupes révolutionnaires résultant de la décomposition du mouvement communiste, pour le compte du prolétariat français.

Après ses succès dans les autres pays, c'est maintenant en France que le capitalisme essaye d'étrangler la lutte prolétarienne afin de réaliser les conditions pour son alternative aux situations actuelles, le carnage inter-impérialiste. A l'heure où cette résolution a été rédigée, deux inconnues subsistent dans la situation française. Certainement, le problème n'est pas d'établir des prophéties, mais de voir quelles sont les règles politiques d'action qui, en se basant sur des positions autonomes de la classe prolétarienne, permettront le succès des ouvriers français, en vue du triomphe de la classe ouvrière mondiale. En Italie d'abord, en Allemagne et en Autriche ensuite, l'étranglement du prolétariat révolutionnaire s'est accompagné d'une transformation violente de l'organisation de la société capitaliste vers le régime fasciste. Cette nécessité historique du capitalisme : supprimer brutalement, et par un carnage impitoyable, toute possibilité d'organisation ouvrière, dérivait-elle du fait que survivant un noyau ouvrier, immédiatement et inéluctablement des possibilités surgiraient pour l'organisation révolutionnaire ? Ou bien dérivait-elle de la nécessité particulière pour certains impérialismes, désavantagés dans le dernier butin de 1918, de supprimer toute lutte ouvrière car, dans ces pays, la moindre défense des salaires étant en même temps la lutte pour la révolution ? Dans l'une ou dans l'autre hypothèse, que le capitalisme français évolue vers le fascisme, ou bien que sous le signe de l'Union Nationale, il se contente d'une réforme de l'Etat, la seule chance de salut pour la classe ouvrière réside dans la poursuite de ses buts spécifiques et dans la lutte pour la révolution communiste, seulement possible s'il détermine un mouvement immédiat pour la défense de ses revendications partielles.

Parallèlement à la perspective d'une conversion pacifique de la démocratie parlementaire vers une démocratie de pleins pouvoirs, se dresse la perspective d'une conversion de la classe prolétarienne abandonnant son programme spécifique et se dissolvant au sein de la société capitaliste. Bien sûr, il ne s'agit pas ici d'un « suicide » des masses ouvrières, ce que, d'ailleurs, les épisodes héroïques de la lutte des

ouvriers le 1er Mai à la Cité Jeanne d'Arc, à Hénin-Liétard, à Toulouse, à Montargis, et dans toute la France, prouvent clairement. Les masses veulent s'opposer, au risque de leur vie, au plan et à l'attaque du capitalisme ; mais ce sont les forces sociales qui agissent en leur sein qui ont précisément la fonction historique de dissoudre la classe ouvrière au sein du capitalisme français. En France, le problème se pose de la sorte : socialistes et centristes parviendront-ils à remplir totalement leur rôle, sans que les bandes d'assassins fascistes aient à intervenir ? Deux éléments particuliers à la situation française, permettent de croire que, probablement, le capitalisme pourra se passer du fascisme et que socialistes et centristes lui suffiront. C'est d'abord l'éclosion d'un mouvement « anti-marxiste » au sein même de la S.F.I.O., lequel gardera des attaches puissantes avec la C.G.T. et le mouvement des anciens combattants. C'est ensuite la réalisation du front unique entre socialistes et centristes, sur la base de l'abandon du programme prolétarien et communiste dans la question de l'Etat (défense de la démocratie), et dans la question des luttes partielles (abandon de la grève). Ce front unique s'établit surtout en relation avec la politique étrangère de l'Etat Soviétique qui s'oriente, dans la contingence actuelle, vers une alliance économique, politique et militaire avec l'impérialisme français. Nous n'analyserons pas ici si cette orientation tient seulement à la contingence ou si elle représente une orientation définitive dans le regroupement des Etats pour la prochaine guerre. Le problème est d'ailleurs secondaire pour les marxistes qui considèrent le système capitaliste dans sa signification mondiale et qui, dès lors, ne peuvent qualifier que de contre-révolutionnaire la politique qu'applique actuellement l'Etat ouvrier dégénéré. Cette relation entre la politique centriste et la politique de l'Etat soviétique, paraît, à toute première vue, une conquête immense pour la lutte révolutionnaire, puisque principiellement nous devons profondément souhaiter une telle relation et dépendance. Mais ce qui éclaire la situation actuelle, c'est que cette dépendance résulte d'un accord préalable entre les deux Etats et non d'une Internationale dirigeant l'Etat ouvrier. D'autre part, la politique appliquée en France rompt brutalement avec les intérêts actuels et finaux de la classe ouvrière. Par conséquent, la situation actuelle en France voit le centrisme et sa politique contre-révolutionnaire en plein épanouissement. En Allemagne, la politique centriste conduisit au massacre des ouvriers par les bandes fascistes. En France, la politique centriste conduira-t-elle à une dissolution des communistes au sein de la social-démocratie au nom de l'« unité organique » ? Il est impossible de le prévoir dès maintenant, mais il est certain que le front unique qui vient de se réaliser constitue un succès certain, non pour le prolétariat, mais pour le capitalisme.

La situation actuelle en France voit donc s'entrecroiser toute une série de problèmes et de forces ennemies, alors que toute la situation internationale s'oriente vers la guerre. Tout comme pour les époques précédentes du mouvement ouvrier, la reprise des luttes est, en définitive, en fonction de la construction d'un organisme surgissant du monde ouvrier en décomposition. Les socialistes ne font plus partie du monde ouvrier, mais du monde capitaliste depuis 1914 ; ce que, d'ailleurs, ils ont prouvé par le massacre du prolétariat révolutionnaire dans l'immédiat après-guerre. C'est uniquement parmi les réactions surgissant du mouvement et de la crise communiste et en directe corrélation avec la décomposition du centrisme, que peut être forgé l'organisme pour la victoire prolétarienne. En France, actuellement, pas un seul groupe ne suit le chemin de Lénine, pour la construction d'une fraction de gauche du Parti Communiste français. C'est donc qu'aucune condition n'est remplie ni pour les luttes d'aujourd'hui, ni pour les luttes de demain. La résolution que nous publions et qui tend à rechercher la politique sur la base de laquelle pourrait être forgée la fraction de gauche en France, ne demande pas des accords superficiels et